

Intervention de Michel Mercier, président du groupe parlementaire au Sénat

"Chers amis, cher Jean-Louis, je n'avais pas prévu de prendre la parole, mais je voudrais simplement dire quelques mots après ce que Jean-Louis vient de nous dire.

Je conçois bien toute l'émotion qu'il pouvait y avoir dans ce qu'il nous a dit, l'effort qu'il a fait en venant. Je veux d'abord le remercier d'avoir dit "au revoir" et pas adieu.

J'espère bien que nous arriverons à nous retrouver. Comme toi, je recherche, depuis longtemps, parce que je dois être l'un des plus anciens d'entre nous maintenant, élu depuis pas mal d'années ! Et toujours on peut se poser la même question : à quoi servons-nous ? À qui obéissons-nous ? Et quelle est la fonction d'un parti politique ou des élus ?...

J'ai envie de dire des choses très simples. On vient tous et toutes de vivre une très belle campagne, une des plus belles que l'on n'est jamais faite. Il ne faut pas l'oublier. On l'a faite tous ensemble. On l'a faite sur des thèmes clairs, sur une vision politique nouvelle, avec des engagements très simples, très clairs, que François a pris en notre nom et que nous avons relayés dans tous les cantons de France et je voudrais simplement aussi saluer tous les délégués cantonaux pour tout le travail fait sur le terrain.

Quels sont les engagements que nous avons pris ? De faire de la politique autrement. C'était notre principal engagement. Je crois qu'il ne faut pas l'oublier. Nous avons dit très clairement que, dans ce pays, il fallait faire bouger les lignes. Cinquième République ou pas, les lignes doivent bouger.

Il n'y a pas de frontières données une fois pour toutes entre les partis politiques, entre les hommes et les femmes, citoyennes et citoyens de ce pays. Les choses peuvent et doivent bouger. On a donc dit que l'on traiterait autrement majorité et opposition, que l'on essaierait de faire travailler ensemble ceux qui sont opposés, souvent artificiellement ou historiquement, dès lors qu'ils seraient prêts à faire les efforts nécessaires et que, notre rôle, c'était d'aider, voire d'obliger à avancer vers l'ouverture.

Alors, aujourd'hui, qu'est-ce qu'il nous reste ? Il nous reste quelque chose d'essentiel.

Six millions huit cents mille Français et Françaises ont voté pour François Bayrou. Si, aujourd'hui, une seule chose nous oblige, et, pour ma part, m'oblige, et je ne pense qu'à cela, je ne cherche pas un poste, une prébende, on a eu, pendant l'élection, gagnée ou perdue, mais, aujourd'hui, si l'on veut véritablement pouvoir dire que notre campagne était une vraie campagne, que notre campagne était une belle campagne, on n'a qu'une seule chose à faire, c'est regarder ce que l'on a dit pendant trois ou quatre mois à ces six millions huit cents mille Français qui nous ont rejoints et est-ce qu'aujourd'hui, on leur dit la même chose ou on leur dit : "Attention, il s'agissait simplement, pour nous, de ramasser les six millions huit cents mille votes et on recommence, le lendemain, comme avant", soit on essaie de rester fidèles aux engagements que l'on a pris.

C'est cela, le vrai débat. Il n'y a pas d'autre question que l'on peut et que l'on doit se poser.

Je sais la force et l'influence des lois électorales, l'influence des règles, mais je sais aussi que, quand on se présente à une élection, quand on est candidat, on n'a qu'un rêve, c'est le suffrage universel, on n'en a pas d'autre.

Quoi qu'il en soit, moi, je n'en ai jamais eu d'autre. Alors, bien sûr, ce qui s'ouvre devant nous n'est pas un chemin simple. Il y a d'un côté, un parti l'UMP, son président vient d'être élu Président de la République qui est légitimement bien élu et il a très naturellement envie d'avoir sa majorité.

C'est l'une des logiques qui, petit à petit, est apparue sous la V^{ème} République et il y a, de l'autre côté, un Parti socialiste battu, qui sait bien qu'il doit changer, mais qui se dit que, pour l'instant, ce n'est pas le moment de changer, mais, au contraire, de se regrouper et d'essayer de tenir jusqu'aux élections pour voir, après.

Nous, il nous reste une chose, toujours la même, être fidèles aux engagements que l'on a pris.

Cela nous donnera-t-il plus ou moins de députés ? Et quels députés cela nous donnera-t-il ? Et quels parlementaires cela nous donnera-t-il ?

Lorsque l'on a mis "libre" au fronton de notre maison, cela veut dire que l'on accepte tout le monde et que l'on accepte les analyses différentes. Personnellement, je regrette beaucoup que ceux qui ont fait campagne avec nous, qui l'ont parfois fait plus fortement, l'ont fait plus brutalement que nous, aient décidé, le lendemain, d'adorer ce qu'ils avaient brûlé la veille, parce qu'il y avait une loi électorale.

J'étais sûr de mon engagement, des principes sur lesquels je me battais. J'ai veillé à ne jamais parler de nos concurrents. Il avait le droit d'avoir des positions différentes. En démocratie, on peut avoir des positions différentes et on n'est pas moins républicain, parce que l'on est UMP ou parce que l'on est Socialiste ou parce que l'on n'est pas Centriste.

Ce sont des républicains ils peuvent avoir des positions différentes. J'ai respecté leur position et je n'ai jamais parlé des autres. J'ai simplement essayé de dire ce que, nous, nous proposons de nouveau aux Françaises et aux Français et comment, avec nous, peut-être les choses pourraient changer et simplement se faire, comment on pourrait sortir de l'immobilisme et de la dette dans laquelle nous avaient conduits les errements anciens.

Aujourd'hui, allons-nous abandonner tout cela ? C'est la question qui se pose à nous.

Moi, je le dis très clairement, l'UDF, le Mouvement Démocrate, est ouvert à toutes et à tous. Nous ne

chassons personne. Chacun a sa place, chacun peut venir défendre sa position et il est normal que l'on ne soit pas tous du même avis. On ne peut pas être un grand parti et être tous sur la même ligne. Ce n'est pas notre façon de faire de la politique.

On peut avoir des analyses, des visions différentes, dès lors que l'on a un socle commun de valeur, mais nos positions, on peut les faire vivre plus fortement, leur donner plus de poids en restant ensemble. Ce n'est pas en partant chez d'autres que l'on donnera du poids à nos positions et à notre parti.

C'est naturellement affadir, non pas le parti politique, cela n'a pas grande importance, mais c'est oublier trop vite ce que l'on a dit il y a quelques semaines et, moi, je me souviens de réunions que j'ai pu faire avec tel ou tel de nos collègues députés, parlementaires... J'entends encore ce que l'on nous disait dans telle ou telle salle et, moi, peut-être suis-je trop naïf, je suis incapable de dire le contraire de ce que j'ai dit il y a trois semaines.

Oui, ce sera difficile, mais il ne faut pas que l'on essaie de caricaturer notre position. Il ne s'agit pas, pour nous, d'enlever libre de notre fronton pour le remplacer par un autre panneau : "opposition systématique". Ce n'est pas vrai, ce n'est pas cela, ce n'est pas ce que François nous a proposé. Ce n'est pas ce que nous allons faire.

J'accepte toutes les idées, j'accepte toutes les critiques, j'accepte que l'on nous dise "au revoir", à bientôt... pourquoi pas, je l'accepte tout à fait, mais je ne veux pas que l'on nous quitte en essayant de justifier le fait que l'on parte en caricaturant notre position.

Je vais faire une petite parenthèse : nous sommes, seuls les plus anciens comprendront, mais tant pis, j'ai appris à faire de la politique avec quelqu'un qui est mort maintenant, qui était un vrai juriste qui s'appelait Jacques Planat, et il nous a expliqué toute sa vie qu'il fallait se méfier de la personnification de la politique... Je continue donc sur cet ligne et je suis aujourd'hui à la fois très triste de voir partir certains d'entre nous, mais très certains aussi que, si nous acceptons le chemin difficile d'avoir peut-être moins de députés, ou d'autres députés, nous garderons la confiance de celles et ceux qui se sont retrouvés au premier tour derrière François Bayrou. Et c'est ce qui compte.

Je pense aussi très clairement que nous aurons plus de poids et plus d'efficacité dans le système politique de notre pays en étant fidèles à nos électeurs plutôt qu'en étant fidèles à d'autres règles simplement techniques, pour ne pas dire plus. C'est ce poids qui nous aidera et qui fera que l'on pèsera sur cette vie politique.

On peut peser avec des votes de parlementaires, c'est vrai, sauf que cela a des limites. On vient de vivre cinq ans avec une chambre de députés, pardon une Assemblée Nationale où il y avait 365 députés de la majorité. S'il avait été efficace, le monde aurait pu changer et, quand on fait le bilan, que l'on passe l'écumoire, pour voir la crème qui nous reste de ce bilan, on voit qu'il y a peu de choses, parce qu'il y a un nombre de députés, mais, derrière, des Françaises et des Français, des électeurs et, pour nous, changer la politique, faire de la politique autrement c'est tout simplement faire en sorte que ce soit, non pas les élus, les appareils qui décident, mais que ce soit simplement les Françaises et les Français.

C'est ce que nous allons faire aux législatives et c'est ce que nous ferons ensuite grâce à cette confiance conservée."